



## Un partenariat réel global pour réussir le développement durable

Addis-Abeba, 15 juillet 2015 (CEA) – Les représentants des gouvernements, les décideurs politiques, les universitaires, la société civile se sont mis d'accord lors de la Troisième Conférence sur le Financement du Développement à Addis Abéba que pour atteindre un développement durable, les décideurs du monde entier ont besoin d'un véritable partenariat fondé sur le respect et la reconnaissance mutuel des responsabilités communes mais différenciées .

La discussion sur le 'partenariat mondial et les trois dimensions du développement durable » est devenue animée lorsque certaines parties prenantes ont exprimé leur préoccupation sur les risques de la privatisation du secteur de financement du développement.

La Société Civile a décrié avec véhémence ce qu'elle voit comme une tendance croissante à miner le mandat des Nations Unies en ce qui concerne la mise en place d'une institution internationale pour faire des lois et pour surveiller le secteur de la taxe globale.

Les pays africains ont décidé d'élargir leur assiette fiscale nécessaire pour collecter des fonds pour financer par exemple des projets d'infrastructure où les besoins de financement sont à environ 30 milliards de dollars par an pour le continent. Pourtant le continent perd 50 milliards par an à cause de l'évasion fiscale [1], la mauvaise évaluation du commerce et d'autres activités financières illégales [1]. Ils affirment que le défaut de modifier la réglementation de la finance internationale telle que l'introduction d'un système de taxe globale harmonisé rendra activités de développement durable futile .

Les pays dont les économies sont dépendantes du secteur financier international en offrant des paradis fiscaux à des entreprises multinationales demandent également des réglementations communes dans le secteur. Un représentant du Bahamas a dit que « les pays du Marché Commun des Caraïbes (CARICOM) souffrent parce qu'ils ne peuvent pas se maintenir avec les nouvelles réglementations dans le marché financier . » Il a fait valoir les systèmes financiers ne doivent pas être surveillés d'une façon ad hoc, mais que nous avons besoin d'une institution centrale.

Mr. Carlos Lopes, Secrétaire Exécutif de la CEA a soutenu « qu'il y a un besoin pour un nouveau contrat social " pour de nombreuses raisons mais aussi pour adresser les défis communs lorsque « le développement durable se fait oublié lorsque de nouveaux défis menacent le monde ».

Citant la récente crise financière comme un exemple des préoccupations de développement étant relégué au second plan, Mr Lopes a souligné que « le développement durable vise le progrès social et économique, sans épuiser les ressources de la terre ».

Mr. Lopes a dit que le monde doit éviter l'approche «cappuccino» pour le développement durable où l'économie et le développement social prévalent sur les préoccupations environnementales qui sont généralement ajoutés qu'après coup.

Mr. Jayant Singh, Ministre d'Etat pour les Finances de l'Inde, l'un des panelistes a dit que « partenariat mondial est au centre de lutte contre la pauvreté et la faim et la réalisation du développement durable. Il a également reconnu que «l'agenda post-2015 exige également un niveau ambitieux de travail et d'engagement».

Malgré les divergences sur un régime de fiscalité internationale, Mr. Lopes a encouragé les délégués " à examiner une gamme de propositions émanant de la société civile et d'examiner les bonnes pratiques . Nous avons des différences et nous devons tenir compte si nous admettons que nous sommes dans la même galère »

Issued by:

ECA External Communications and Media Relations Section

PO Box 3001

Addis Ababa

Ethiopia

Tel: +251 11 551 5826

E-mail: [ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org) [2]

**Source URL:** <http://www.uneca.org/fr/stories/un-partenariat-r%C3%A9el-global-pour-r%C3%A9ussir-le-d%C3%A9veloppement-durable>

#### Links

[1] <http://www.uneca.org/fr/iff>

[2] <mailto:ecainfo@uneca.org>